Référendum

Loi sur la police cantonale (LPol)

Modification du 10.06.2021

Actes législatifs concernés par ce projet (RS numéros)

Nouveau: –
Modifié: **550.1**
Abrogé: –

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 lettre a et 42 alinéas 1 et 2 de la Constitution cantonale;

sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I.

L'acte législatif intitulé Loi sur la police cantonale (LPol) du 11.11.2016¹⁾ (Etat 01.01.2020) est modifié comme suit:

Art. 59 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 3** (modifié) [DE: (inchangé)], **al. 4** (modifié), **al. 5** (nouveau)

Recherche automatisée de véhicules (Titre modifié)

¹⁾ La police cantonale peut enregistrer de manière automatisée (optiquement) les véhicules et leurs plaques d'immatriculation à des fins de recherche de personnes ou de biens et pour la prévention, la détection et la poursuite de crimes et de délits.

¹⁾ RS [550.1](#)

² Elle peut comparer automatiquement les données avec des bases de données, les analyser et les utiliser pour créer des profils de mouvements. La comparaison automatisée des données est admissible:

- b) (modifié) avec les avis de recherche de la police cantonale;
- c) (nouveau) avec des informations sur les plaques d'immatriculation de véhicules dont le détenteur s'est vu retirer ou refuser son permis de conduire.

³ Les données enregistrées automatiquement sont effacées:

- a) (modifié) dans un délai de 100 jours maximum dans les cas où la comparaison avec les bases de données n'a donné aucun résultat;
- b) (inchangé) [DE: (modifié)] dans les délais prévus par les dispositions applicables de la procédure administrative ou pénale concernée lorsqu'une concordance est établie.

⁴ La police cantonale peut, dans un délai de 100 jours au maximum, utiliser les données enregistrées automatiquement à des fins:

- a) (nouveau) d'enquête sur les crimes et les délits;
- b) (nouveau) de recherche de personnes disparues ou évadées.

⁵ L'article 58 alinéa 3 lettres b à e s'applique pour le surplus par analogie.

Art. 59a (nouveau)

Echange de données dans le cadre de la procédure d'appel

¹ Aux fins mentionnées à l'article 59 alinéa 1, la police cantonale peut, par le biais d'une procédure d'appel en ligne, obtenir des données relatives à la recherche automatisée de véhicules auprès d'autres autorités de police fédérales, cantonales et communales, de la police nationale du Liechtenstein, de l'Office fédéral des routes (OFROU) et de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) et traiter les données ainsi collectées conformément à l'article 59 alinéa 3.

² Aux fins prévues à l'article 59 alinéa 1, la police cantonale peut, par le biais d'une procédure d'appel en ligne, communiquer les données issues de la recherche automatisée de véhicules à d'autres autorités de police fédérales, cantonales et communales, à la police nationale du Liechtenstein et à l'OFDF.

³ A cette fin, elle peut mettre en place des interfaces d'échange avec les systèmes respectifs de ces autorités en matière de détection automatisée de véhicules.

II.

Aucune modification d'autres actes.

III.

Aucune abrogation d'autres actes.

IV.

Cet acte législatif est soumis au référendum facultatif.¹⁾

Le Conseil d'Etat fixe la date de son entrée en vigueur.

Sion, le 10 juin 2021

Le président du Grand Conseil: Manfred Schmid
Le chef du Service parlementaire: Claude Bumann

¹⁾ Délai pour le dépôt des 3'000 signatures du référendum: 30 septembre 2021.